

# Politique vaudoise

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1487

PDF erstellt am: **08.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Illusions perdues

**Le rejet, dimanche dernier, du projet du Conseil d'Etat prévoyant une privatisation de la Banque cantonale vaudoise est un échec de plus pour le responsable des Finances, Charles Favre. En fin de législature, le bilan est peu convaincant.**

Charles Favre a été élu en 1994, à 36 ans, après des générations de radicaux purs produits du terroir. Censé incarner le renouveau du parti radical vaudois, il entrainait au Conseil d'Etat bardé d'une immense ambition, le changement d'image d'un parti qui commençait ressembler au Comptoir suisse non «dépoussiéré»: une vraie institution, apparemment inébranlable et indispensable, mais dont personne ne songerait une minute à la créer si elle n'existait pas déjà.

Le ministre vaudois des Finances aura déçu. Il était pourtant bien parti, faisant illusion avec une indéniable capacité d'élocution – à défaut de dialogue – une maîtrise des dossiers jusque dans les détails et une capacité de travail déconcertante pour celles et ceux qui n'étaient pas habitués aux séances fixées à 7 heures du matin – voire parfois plus tôt. Il s'est d'ailleurs trouvé quelques «sociaux» éblouis – il a passé deux ans à la Prévoyance sociale – à espérer en cet homme de droite pour faire passer leurs projets.

Las. Il ne sera pas resté suffisamment longtemps dans ce département, où il s'ennuyait, pour défendre jusqu'au bout une première étape de modernisation des régimes d'aide so-

ciale. C'est son successeur qui aura fait passer le Revenu minimum de réinsertion, non sans avoir avalé quelques couleuvres, certes, mais en ayant rendu opérationnel et humain un projet initialement basé sur des préceptes théoriques.

## Echecs

On allait donc voir le médecin au chevet des Finances, département où sa rigueur et son austérité pourraient s'épanouir.

Il y aura pourtant utilisé un nombre élevé de proches collaborateurs, choisis pour leur capacité à défendre des théories mais se révélant, tout comme leur patron, incapables de les transcrire dans ce monde complexe qu'est le secteur public.

Car ils sont nombreux à avoir pensé qu'il s'agissait de convaincre un conseil d'administration quand c'est le peuple qui devait décider. Et là, ce fut l'échec, à deux reprises. Du premier exercice de planification financière, il ne reste que le référendum financier obligatoire que le radical a fait passer grâce au soutien des Verts – qui y voyaient une manière de lutter contre les grands projets anti-écologiques. Cet outil n'a encore jamais eu cette vertu et l'Assemblée constituante a tout simplement décidé de ne pas le reprendre dans la Constitution

en préparation. Personne ne s'en émeut, à tel point que l'on en vient à se demander comment il a pu trouver une majorité politique et populaire...

## Manque de tact

Si Charles Favre a pu passer quelques années comme une victime de ses budgets et de ses comptes, qui variaient du franchement mauvais au vraiment catastrophique, il porte finalement une vraie part de responsabilité dans ces échecs successifs, partagée d'ailleurs avec le reste d'un Conseil d'Etat qui n'a jamais su former une équipe capable de défendre un projet. Il s'est surpassé par son absence de tact et de vision politique, dans la gestion du vote sur la Banque cantonale vaudoise et du budget 2002.

Rien ne l'obligeait à modifier la loi sur la banque cantonale, si ce n'est les desiderata insistants des cadres de la place Saint-François. Voulu par la banque, sans recherche d'alternative ni débat politique, cette loi sans enjeu, défendue sans conviction, a souffert d'un défaut majeur de communication, comme si Charles Favre prenait plaisir à ajouter des difficultés à un dossier: il a présenté comme un risque ce qui était une garantie; il a focalisé tout le débat sur la possibilité pour l'Etat de se défaire de 17% de ses actions pour ne garder qu'une minorité de blocage inscrite dans la nouvelle loi, alors que la loi actuelle lui

permet de les vendre toutes. Et comme pour marteler davantage encore cette erreur politique, il a annoncé sur un coup de tête le projet de métro M2, qui commençait à devenir populaire, à la possibilité de vendre les actions de la BCV. Un chantage non assumé, absent de la campagne et relativisé par son auteur dès sa défaite annoncée.

Le radical n'a pas été plus fin dans la gestion du budget 2002. Alors qu'il parvenait à un chiffre présentable au prix de quelques artifices comptables que personne n'aurait dénoncé avec trop de vigueur, il réussit à en compromettre sa faisabilité politique pour 2 millions ponctionnés chez les enseignants. Une mesure sur laquelle il aurait certainement obtenu une large entrée en matière si elle n'avait été présentée, ici aussi, dans la précipitation et avec la seule volonté apparente de montrer qu'il savait gouverner. Il aura au moins réussi à ressembler contre lui des syndicats désunis et à redonner de l'énergie aux opposants à une modification du statut de la fonction publique, autre dossier qu'il a lancé sans majorité politique.

Bref, un art consommé de la gaffe dûment assumée comme un sacerdoce, qui a réussi à mécontenter jusque dans son parti, où une nouvelle génération de jeunes loups rêvent de prendre la place de celui qui apparaît déjà comme vieux en politique. gs